

La pauvreté laborieuse au XIX^{ème} siècle vue par Julie-Victoire Daubié

Agnès Thiercé

DANS **TRAVAIL, GENRE ET SOCIÉTÉS** 1999/1 (N° 1), PAGES 119 À 128
ÉDITIONS **LA DÉCOUVERTE**

ISSN 1294-6303

ISBN 2738478379

DOI 10.3917/tgs.001.0119

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-1999-1-page-119.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA PAUVRETÉ LABORIEUSE AU XIXÈME SIÈCLE VUE PAR JULIE-VICTOIRE DAUBIÉ

Agnès Thiercé

La question de la pauvreté des femmes au XIXe siècle est encore peu connue en tant que telle, même si elle a pu être abordée par nombre d'études sur des sujets aussi variés que la criminalité féminine et l'analyse des populations pénales (Perrot, 1980 ; Lesselier, 1982 ; Petit, 1990 ; Krakovitch, 1990), l'histoire de la prostitution (Corbin, 1978), des enfants abandonnés et orphelins, celle plus générale de l'assistance ou de la philanthropie (Bec et alii, 1994)¹. Si une littérature abondante existe d'ores et déjà sur ces sujets, une enquête qui se poserait la question de tenir sous un même regard des figures aussi variées et parfois si proches que la prostituée, la femme infanticide, la voleuse, la vagabonde et la pauvre travailleuse serait certainement souhaitable pour tracer les itinéraires de la pauvreté : du travail faiblement rémunéré, aux périodes de chômages répétées ; du chômage à l'indigence, de l'indigence à la rue ; de la rue à la prostitution et la délinquance.

Que la pauvreté ait à voir avec l'absence de travail, la vieillesse, le veuvage et la solitude est alors une évidence. Mais la pauvreté est aussi laborieuse : la France pauvre au XIXe siècle est d'abord paysanne et rurale avant d'être ouvrière et urbaine, elle est aussi le privilège de la domesticité qui structure si durablement les relations économiques et sociales jusqu'à la Première Guerre Mondiale.

¹ Pour une première orientation bibliographique sur les différentes questions relatives à la pauvreté au XIXe siècle : enfance pauvre, vieillesse, vagabonds, prison, prostitution, oeuvres privées et publiques, pensée sociale... se reporter à Gueslin, 1998.

Ainsi s'il manque aujourd'hui une histoire sociale des femmes pauvres, il manque aussi, et en dépit de nombreuses initiatives, une vision plus synthétique sur la façon dont le sexe et l'âge structurent, délimitent, définissent les frontières de la pauvreté. Pour reprendre l'essai de Françoise Thébaud sur l'écriture de l'histoire des femmes (Thébaud, 1988) il semble souhaitable qu'une histoire de la pauvreté au féminin puisse être écrite - comme une histoire séparée et partie prenante de l'histoire des femmes - mais aussi qu'une histoire plus relationnelle de ce phénomène et qui examinerait les rapports sociaux entre hommes et femmes pauvres puissent également être mise en oeuvre, comme grille de lecture d'un phénomène par définition complexe et difficile à définir.

En ce sens, l'enquête menée à la fin du siècle dernier par Julie-Victoire Daubié est particulièrement novatrice dans sa démarche et l'étendue de ses préoccupations. C'est bien un tableau général et très détaillé de la pauvreté au féminin qu'elle propose et si les contemporains furent sensibles à la qualité de l'enquête, ce document demeure une source de premier ordre pour les historiens. Le texte qui est présenté ici par Agnès Thiercé concerne plus spécifiquement les femmes pauvres et travailleuses, thème de notre dossier. Il est extrait d'une réédition de «La femme pauvre» qui avait été réalisée en 1992 par Milagros Palma aux éditions Côté-Femmes. Sur l'ensemble de l'ouvrage, deux volumes restent encore inédits et attendent un lectorat plus vaste que les quelques historiennes, ravies, qui ont pu avoir la chance d'accéder à ce texte d'une très grande valeur.

Delphine Gardey

AGNÈS THIERCÉ : INTRODUCTION AU TEXTE DE JULIE-VICTOIRE DAUBIÉ

En 1866 paraissait la première édition de *La Femme pauvre au XIXe siècle* présentant les résultats d'une vaste enquête, d'une ampleur inédite, sur la condition et les moyens de subsistance des femmes. Son intérêt historique tient pour une part à la personnalité de son auteur, Julie-Victoire Daubié, une des grandes figures du féminisme du Second Empire, connue surtout pour avoir été la première femme candidate et la première reçue au baccalauréat en 1861. L'intérêt de *La Femme pauvre au XIXe siècle* tient plus encore à la réalité sociale dont il rend compte : les années 1830 à la fin du Second Empire furent les plus noires de l'histoire du travail des femmes qui, avec la révolution industrielle, entrèrent massivement dans le monde de l'usine², occupant des emplois sous-qualifiés, sous-payés et le plus souvent délétères. Observateurs sociaux, économistes, moralistes et

philanthropes rendirent compte de la nouvelle misère et de l'exploitation des femmes, d'Alexandre Parent-Duchatelet avec *De la Prostitution dans la ville de Paris*, dès 1836, à Paul-Leroy Beaulieu avec *Le Travail des femmes au XIX^e siècle*, en 1873, en passant par Jules Simon avec *L'Ouvrière*, en 1861. *La Femme pauvre au XIX^e siècle* est cependant le premier ouvrage, qui plus est écrit par une femme, à faire de la travailleuse un réel objet d'investigation. Aussi le livre de Julie-Victoire Daubié est-il pour les historiens du XIX^e siècle un document essentiel, incontournable, sur la condition des femmes et la pauvreté féminine dont la spécificité était analysée d'un point de vue à la fois féministe, économiste, social, moraliste et politique³.

Le XIX^e siècle, «siècle de l'ouvrière» dit-on. L'expression renvoie à une double réalité : l'embauche massive des femmes dans l'industrie – le nombre d'ouvrières de fabrique passe de 168 000 à 747 000 entre 1835 et 1860 (Rabout, 1978) – en particulier celles du textile, et leur cantonnement dans des emplois subalternes, faute d'instruction et de formation professionnelle. Privées d'enseignement et de titres, elles constituent une main-d'œuvre volontiers exploitée par le patronat industriel, moins revendicative, moins réticente aux machines et surtout moins chère que celle des ouvriers qualifiés⁴ : en 1872, le salaire moyen des femmes dans l'industrie représentait 43% de celui des hommes. Le sous-paiement était principalement légitimé par la sous-qualification : c'est en 1862 seulement qu'Élisa Lemonnier fonde la première école professionnelle féminine, la Société pour l'instruction professionnelle des femmes ; l'apprentissage traditionnel, rarement accessible aux femmes – il leur est même interdit dans certaines professions comme celles du livre – ne leur offre souvent qu'une formation interne beaucoup plus qu'une expérience monnayable à l'extérieur (Rebérioux, 1984). De là, un des thèmes majeurs du féminisme de la seconde moitié du XIX^e siècle : l'instruction des femmes, condition de leur émancipation économique. Julie-Victoire Daubié l'adopte comme axe prioritaire de réflexion, de revendication et, avec plus d'audace que ses consœurs, d'action.

Sa candidature au baccalauréat en 1861, première qui se voulait un exemple, fut une victoire sur la «misogynie universitaire». Car en matière d'enseignement général aussi, les filles étaient lésées : dans le primaire, même après la loi Falloux (1833)⁵, elles restaient sous-scolarisées et recevaient une instruction d'un niveau inférieur car plus de la moitié d'entre elles, contre un quart pour les garçons, étaient instruites par des religieuses dont la capacité n'était pas véri-

² Note de l'éditeur : pour une analyse de la réalité de cette rupture économique et sociale et une mise en évidence de la prévalence des représentations, on se reportera aux travaux de Joan Scott sur la construction par les contemporains de la figure dramatique de l'ouvrière d'usine (Scott, 1987 ; Scott 1991 ; Gardey, 1998). La prise en compte conjointe des discours des acteurs et de l'analyse plus pragmatique du social est l'objet de discussions actuelles importantes aux États-Unis et en France autour notamment de l'oeuvre de Joan Scott et dans le cadre du débat relatif à ce qu'il est convenu d'appeler le "linguistic turn". Lectrices et lecteurs pourront donc se reporter à des mises au point récentes sur les questions posées par l'histoire du genre à l'histoire sociale, Françoise Thébaud, Laura Frader et à l'interview accordée très récemment par Joan Scott à la revue *Mouvements* n°2.

³ Pour une analyse de la littérature sur la pauvreté en général au XIX^e siècle, et notamment les représentations, l'imaginaire et le comportement des élites, se reporter au livre récent d'André Gueslin (1998).

⁴ Ce fut une des origines de l'antiféminisme ouvrier.

⁵ La loi Falloux "imposait" – avec des motifs de dispense – une école primaire de filles dans chaque commune de 800 âmes. Pour les garçons la mesure s'appliquait aux villes de 500 habitants.

⁶ Dans son premier livre, *Du progrès dans l'enseignement primaire. Justice et liberté !*, paru en 1862 dans une édition saint-simonienne, la librairie de Mme Claye, Julie-Victoire Daubié dénonçait ce privilège et l'inégalité entre les élèves et les enseignants des deux sexes.

⁷ Ce fut seule encore que, dix ans plus tard, elle prépara sa licence de lettres, faute d'obtenir le droit d'assister aux cours ; elle lui fut délivrée à Paris le 28 octobre 1871. Elle commença ensuite une thèse sur la condition de la femme dans l'Antiquité que sa mort prématurée, le 26 août 1874, laissa inachevée.

⁸ Elle correspond assez bien au portrait-type des premières diplômées brossé par Michel Tournier qui relève que la moyenne d'âge de ces femmes est assez élevée, preuve des difficultés à conquérir des titres, et qu'elles "sont souvent institutrices, ont besoin de travailler et sont souvent

fiée, la lettre d'obédience les dispensant de diplôme d'enseignement⁶ ; quant à l'enseignement secondaire, avant la loi Camille See du 21 décembre 1880, il était religieux, payant et destiné à la «bonne éducation» des jeunes bourgeoises. Il existait une double ségrégation, sexuelle et sociale, l'idée d'une promotion sociale d'une génération à l'autre, de père à fils, plus encore de père à fille n'existant guère (Mayeur, 1981). Issue d'un milieu modeste, dernière des huit enfants d'un caissier, ce fut donc en autodidacte que Julie-Victoire Daubié se prépara au baccalauréat, apprit, avec l'aide de son frère, le grec et le latin⁷. Titulaire du brevet de capacité à vingt ans, en 1844, et depuis lors préceptrice, elle avait trente-sept ans⁸ lorsque, arguant du fait que rien dans les lois ne permettait d'interdire à une femme de concourir à un examen, elle se présenta aux épreuves du baccalauréat ès lettres à Lyon. C'était déjà un premier succès après les refus que lui avaient opposés les recteurs des académies de Paris et d'Aix. Elle était connue à Lyon pour sa participation au concours de l'académie impériale deux ans plus tôt, à l'origine de *La Femme pauvre au XIXe siècle*, et y bénéficiait de l'appui de son ami le banquier Arlès-Dufour, grande figure du milieu saint-simonien. Reçue avec la mention «passablement» à la session d'août 1861, elle n'obtint cependant la délivrance de son diplôme qu'en mars 1862 grâce à de nouvelles démarches d'Arlès-Dufour et même de l'impératrice Eugénie qui aurait provoqué pour cette cause un conseil des ministres.

La presse rapporta l'événement non sans chercher à le minimiser qu'elle se contenta de le signaler ou qu'elle commenta, ainsi X. Feyrnetin dans *L'Illustration* du 18 janvier 1862, qui se voulait rassurant : «Soyez savantes (...). Une femme vient de leur donner ce conseil, que même aujourd'hui, les hommes, par amour-propre peut-être, ne leur donnent guère. Ce n'est pas afin qu'elles puissent briller à nos dépens, usurper notre place et nous asservir que Mademoiselle Daubié voudrait voir les personnes de son sexe hausser leur esprit à quelque chose d'autre que la couture et les soins du ménage. Elle ne prétend pour les femmes ni à la députation, ni à la magistrature, ni à l'administration, ni à la diplomatie (...).» Et de poursuivre sur l'objectif premier qui serait celui de Julie-Victoire Daubié, l'accès aux carrières de l'Instruction publique : «Or pour enseigner, il faut savoir ; Mademoiselle Daubié prêche d'exemple : ayant à cœur de montrer à celles qu'elle désire convaincre qu'il n'est pas d'obstacles que ne surmontent une intention honnête, des efforts courageux, un travail assidu, elle apprend le latin et le grec, se présente à l'examen du baccalauréat et gagne vaillamment son diplôme ; elle est bachelier ès lettres, bache-

lier ou bachelière⁹, comme vous l'aimerez mieux, de l'académie de Lyon, si je ne me trompe.»

Sans doute les métiers de l'instruction bénéficiaient dans les écrits de Julie-Victoire Daubié des plus grands développements : outre que c'est un domaine qu'elle connaissait bien, les carrières de l'enseignement, à la confluence de deux axes opposés du renouvellement social, offrant aux femmes du peuple une possibilité d'ascension, à celles de la bourgeoisie appauvrie une carrière de repli, incarnaient l'espoir d'une plus grande égalité entre les sexes par la reconnaissance des compétences acquises (Fauré, 1985). Pourtant l'enjeu de sa candidature au baccalauréat était plus fondamental : il s'agissait de nier l'infériorité «naturelle» de la femme et de lui permettre de sortir de son infériorité salariale ; il s'agissait de lui ouvrir tous les niveaux d'enseignement et de nouveaux métiers. Ce sont là les revendications récurrentes de Julie-Victoire Daubié et le leitmotiv de *La Femme pauvre au XIX^e siècle*.

L'origine de cet ouvrage remonte au concours organisé par l'Académie impériale de Lyon en 1859 autour de la question-programme suivante : «Étudier, rechercher surtout au point de vue moral, et indiquer au gouvernants, aux administrateurs, aux chefs d'industrie et aux particuliers, quels seraient les meilleurs moyens, les mesures les plus pratiques: 1° Pour élever le salaire des femmes à l'égal de celui des hommes lorsqu'il y a égalité de service ou de travail. 2° Pour ouvrir aux femmes de nouvelles carrières, et leur procurer de nouveaux travaux qui remplacent ceux qui leur sont successivement enlevés par la concurrence des hommes et la transformation des usages».

Professions manuelles, industries du textile (tissage, passementerie, ganterie...), bijouterie (orfèvrerie, horlogerie...), imprimerie (lithographie, typographie, reliure, enluminure...), boissellerie (brosserie, marqueterie...), teinture des fleurs, fabrique d'allumettes ou encore industrie pharmaceutiques ; domesticité ; enseignement (primaire, secondaire, préceptorat...) ; fonctions publiques ; professions artistiques et médicales : le mémoire de Julie-Victoire Daubié, qui constituera la première version de *La Femme pauvre au XIX^e siècle*, passe en revue les secteurs professionnels et les carrières, les formations et les apprentissages ouverts aux femmes, le niveau de leur salaire et leur condition de travail dans chaque branche et chaque métier, chaque développement étant accompagné d'un rappel historique et d'un aperçu sur l'état de la question à l'étranger.

Le travail de recherche est impressionnant, salué par les contemporains qui relèvent l'abondance «des chiffres, des

idéalistes. Une grande partie d'entre elles sont célibataires". En revanche, alors que la plupart ont "une origine bourgeoise, bourgeoisie moyenne et cultivée", Julie-Victoire Daubié vient, elle, d'un milieu modeste (Michel Tournier, 1972).

⁹ Le journaliste de *l'Illustration* est le seul contemporain de Julie-Victoire Daubié à féminiser le terme de bachelier. "N'est-ce pas à force de prononcer certains mots qu'on finit par en accepter le sens qui tout d'abord heurtait ?" notera plus tard Hubertine Auclert au sujet de la féminisation du langage.

faits, des histoires vraies et navrantes» (Lacombe, 1866) et s'émeuvent de cette investigation auprès des «malheureuses que courbait un labeur ingrat et que soutenait mal un salaire dérisoire» (Comtesse de Magallon, 1898). Le résultat est le récit d'une exclusion, des pratiques discriminatoires envers les femmes et un exposé consciencieux de la misère féminine. «On n'avait jamais, je crois, mis à nu le détail des misères de la vie pour la très grande majorité des femmes et des injustices révoltantes de la société masculine à leur égard» constatera, lors de la seconde édition, John Stuart Mill, parlementaire anglais et auteur de *L'Assujettissement des femmes* (1869).

Le bilan est accusateur. Julie-Victoire Daubié dénonce avec colère, véhémence, ironie aussi, l'inégalité entre hommes et femmes dans «les moyens d'action et dans l'action» : inégalité dans l'accès à l'apprentissage et à la formation professionnelle, partant inégalité dans l'accès aux métiers et carrières et inégalité salariale.

Son mémoire remporta le prix de l'académie lyonnaise mais ce n'est qu'à partir de 1862 que, bénéficiant de la notoriété acquise grâce à son succès au baccalauréat, son travail reçut un écho plus large : sous forme d'extraits ou d'articles dans *Le Journal des économistes* puis dans *L'économiste français* ; intégralement avec, en 1866, la publication d'une première version en deux tomes – condition économique, condition professionnelle – de *La Femme pauvre au XIXe siècle*, couronnée l'année suivante de la «mention honorable» par le jury international de l'exposition universelle, et enrichie d'un nouveau volet – condition morale¹⁰ – lors de la seconde édition en 1869 ; enfin à partir de 1863 lors de séances de lecture¹¹. *Du progrès dans l'enseignement primaire. Justice et liberté !* et *L'Émancipation de la femme*, rassemblant en 1871 dix brochures en faveur du suffrage des femmes, complètent la bibliographie de Julie-Victoire Daubié. Dans l'un comme dans l'autre de ces ouvrages, la question récurrente demeure celle que pose *La Femme pauvre au XIXe siècle* : «Quels moyens de subsistance ont les femmes ?». Les réflexions et les revendications de Julie-Victoire Daubié ont toutes pour objet l'amélioration de la condition économique et professionnelle de la femme même lorsque l'auteur semble s'en éloigner : à partir de 1869, elle mène ainsi une campagne en faveur de la moralité, contre la prostitution réglementée et pour l'abolition de l'interdiction de la recherche de la paternité notamment, car misère et débauche sont, affirme-t-elle, indissociables : «La triste éloquence des faits nous montre trop souvent le salaire, la richesse, l'opulence corrompant la misère et la faim. Aussi basons-nous la régénération de la

¹⁰ Le tome consacré à la condition morale constitue le second des trois volumes de l'édition complète de *La Femme pauvre au XIXe siècle*.

¹¹ Ces séances de lecture se tiennent le jeudi dans les salons de la presse scientifique, 20, rue Mazarine à Paris. Julie-Victoire Daubié y côtoie d'autres féministes : la saint-simonienne Eugénie Niboyet, Clémence Royer, Jenny d'Héricourt, célèbre pour son opposition à Proudhon, Élisabeth Lemoignon...

France sur l'indépendance matérielle, mère de la dignité de la femme, et réclamons-nous en conséquence un vaste système d'instruction professionnelle, de liberté d'action qui amène, si possible, dans les lois du salaire l'égalité (...)» (*La Femme pauvre au XIX^e siècle*, T.2, p.73) ; et si, au lendemain de la proclamation de la Troisième République, elle entame une campagne suffragiste, seule et non sans se heurter aux réticences d'autres féministes, c'est en envisageant les droits politiques comme une arme pour obtenir des réformes civiles¹².

Les trois grands axes thématiques de Julie-Victoire Daubié – condition économique, morale et politique de la femme – sont présents dans l'édition définitive de *La Femme pauvre au XIX^e siècle* parce que la misère de la femme est plurielle comme le sont les «causes du paupérisme» féminin, objet du chapitre introductif. Elle y dénonce ainsi la partialité de l'État, l'«incurie des familles», l'évolution du marché de l'emploi et la décadence morale. Partial, l'État, «qui ne reconnaît que les vœux et les besoins d'électeurs et d'éligibles», l'est dans sa politique d'instruction publique comme dans la répartition des retraites ou des emplois publics ; l'«incurie des familles» c'est leur négligence à offrir à leurs filles une instruction, générale ou professionnelle ; les femmes, accusée-elle encore, sont livrées à l'arbitraire patronal et «dépossédées de tous leurs anciens métiers» par la nouvelle concurrence masculine liée notamment à l'exode rural – Julie-Victoire Daubié «oublie» de préciser leur pénétration de nouvelles industries comme par exemple celle des allumettes ; enfin, elle fustige la corruption des mœurs et le déclin du mariage qui autorisent l'homme à laisser la femme, sans appui, seule, ou pire encore à l'abandonner après l'avoir «séduite», accablée sous le «poids de la maternité». Et de revendiquer «des conventions sociales qui ne laissent jamais à la mère seule le soin de l'enfant d'un père en vie».

Car la femme pauvre de Julie-Victoire Daubié est avant tout la femme seule. Veuve ou célibataire, elle représente, en 1851, 46 % de la population féminine adulte (Bourdelaïs, 1984). Et c'est bien cette femme isolée qui est au cœur de l'argumentation de Julie-Victoire Daubié, elle-même célibataire : celle qui, acquittant l'impôt «comme tous les Français», doit obtenir le droit de vote ; celle qui est victime de l'«irresponsabilité morale» de l'homme ; celle qui, sans famille, doit travailler pour vivre, celle qui sans protection publique, sans diplôme ni formation professionnelle vit mal de son travail ; celle pour qui l'injustice de l'inégalité salariale justifiée par la notion de «salaire d'appoint» est particulièrement criante et l'intermittence du travail dans certains secteurs d'industrie particulièrement cruelle¹³.

¹² Le 20 septembre 1870, Julie-Victoire Daubié adressa une lettre au maire du VIII^e arrondissement, où elle était domiciliée, pour demander son inscription sur les listes électorales. Elle est alors la seule à réagir ainsi à la proclamation de la République. La question du suffrage des femmes fut d'ailleurs à l'origine d'un désaccord entre elle et le directeur du journal féministe *Le droit des femmes* auquel elle collaborait, Léon Richer, qui jugeait les revendications politiques prématurées. Après sa mort, il faut attendre les années 1880 pour les voir réaffirmer avec Hubertine Auclert, qui reprendra certains arguments de J-V. Daubié, notamment celui de l'acquittement de l'impôt (voir Klejman, Rochefort, 1989).

¹³ L'intermittence du travail féminin est liée à la maternité certes mais aussi au fait que lors de crises conjoncturelles ou de mort-saisons, elles sont les premières renvoyées. (Rebérioux, 1984).

Le lien entre pauvreté et solitude féminines conduit souvent Julie-Victoire Daubié du bilan économique et social aux considérations morales et moralistes. Sans doute le moralisme est-il une constante du féminisme du XIXe siècle ; il s'agit de pointer la responsabilité morale et sociale de l'homme et de rassurer, de montrer que les féministes n'en restent pas moins femmes : d'où les éloges et les argumentations autour de la famille, de l'épouse, de la mère (Fraisie, 1979). De même Julie-Victoire Daubié consacre-t-elle de longs développements aux enfants – trouvés, nés d'inceste, naturels, orphelins... – parce qu'ils permettent une plus grande sensibilisation du public à une misère initialement féminine mais aussi parce que leur présence rend plus précaire encore la situation de la femme seule. Car le moralisme de Julie-Victoire Daubié est beaucoup plus qu'un discours visant à convaincre ou à rassurer. En ce XIXe siècle où l'image dominante de la femme demeure celle de mère et épouse, la solitude féminine dont elle pointe la détresse appelle la condamnation morale de l'homme — et de la « société masculine » —, le rappel de ses devoirs autant que l'affirmation des droits de la femme. Ainsi, face à la médiocrité des salaires féminins, elle milite certes pour leur augmentation mais aussi pour la « restauration du mariage » et la « moralisation de l'époux ». Le contenu révolutionnaire pour l'époque ne saurait cependant être nié y compris dans l'utopie de certaines propositions – le financement d'une université de jeune fille grâce à la suppression de l'armée par exemple – et l'articulation de certaines analyses aux théories socialistes. Ainsi à propos de la domesticité qui l'amène, à travers la figure de la bonne séduite puis chassée par le maître, à dénoncer tant l'oppression de la femme par l'homme que celle de la servante par le maître, et à conclure : « Le but à atteindre est d'attacher le moins possible d'hommes au service personnel de l'homme ; mais ce progrès dépend d'une répartition plus équitable de la richesse générale et nous ne le réaliserons que par la solidarité morale et économique » (*La Femme pauvre au XIXe siècle*, T.2, p. 96). Du partage des richesses entre tous à l'égalité des salaires au sein de l'usine, la même logique égalitaire anime Julie-Victoire Daubié ; de l'examen des conditions de travail et de vie des ouvrières au constat de leur exclusion des structures d'enseignement professionnel et d'apprentissage en passant par le récit de leur « dégradation » par les patrons, le même sentiment d'injustice la soulève lorsqu'elle rend compte, comme dans l'extrait présenté ici, tiré du premier volume de *La femme pauvre au XIXe siècle*, des misérables moyens de subsistance des femmes travailleuses.

Bibliographie

Sources

DAUBIÉ J.-V.

1869, *La Femme pauvre au XIX^e siècle*, première édition, Paris, Librairie Guillaumin et fils, 1866, 2 volumes : condition économique, condition professionnelle ; seconde édition, Paris, Thorin, 3 volumes : condition économique, condition morale, condition professionnelle.

1862, *Du Progrès dans l'enseignement primaire. Justice et liberté !* Paris, Librairie de Madame Claye.

1871-1872, *L'Émancipation de la femme en dix livraisons*, Paris, Thorin.

LACOMBE P., 1866, «La Femme pauvre au XIX^e siècle», *Le Temps*, 18 juillet, p. 3.

MAGALLON (Comtesse de), 1898, «Le féminisme. Victoire Daubié», *La Nouvelle Revue*, T.113, juillet-août.

STUART MILL J., 1870, «Lettre à Julie-Victoire Daubié" reproduite dans *Le Temps* du 14 mai.

Historiographie

BEC C. et alii, 1994, *Philanthropies et politiques sociales en Europe (XVII^e-XX^e siècle)*, Paris, Anthropos.

BOURDELAIS P., 1984, «Femmes isolées», in FARGE et KLAPISCH-ZUBER, *Madame ou mademoiselle ? Itinéraires de la solitude féminine. XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Arthaud Montalba.

CACOUAULT M., 1984, «Diplômes et célibat. Les femmes professeurs de lycée entre les deux guerres», in Farge et KLAPISCH-ZUBER, *Madame ou mademoiselle ? Itinéraires de la solitude féminine. XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Arthaud Montalba.

CORBIN A., 1978, *Les filles de noce. Misère sexuelle et prostitution aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Aubier.

DUBESSET M., ZANCARINI-FOURNEL M., 1993, *Parcours de femmes, réalités et représentations, Saint-Étienne 1880-1950*, Lyon, PUL.

FAURÉ C., 1985, *La Démocratie sans les femmes. Essai sur le libéralisme en France*, Paris, PUF.

FRADER L., 1995, «La division sexuelle du travail à la lumière des recherches historiques», *Les Cahiers du Mage*, n° 3-4/95

FRAISSE G. 1979 «Féminisme et moralisme», *L'Histoire sans qualité*, Paris, Galilée.

FRAISSE G., 1988, *Les femmes et leur histoire*, Paris, Gallimard.

GARDEY D., 1998, «Perspectives historiques sur le travail des femmes» in MARUANI M. (dir.), *Les nouvelles frontières de l'inégalité, hommes et femmes sur le marché du travail*, Paris, La Découverte-Mage, p. 23-38.

GUESLIN A., 1998, *Gens pauvres, pauvres gens dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Aubier.

KLEJMAN L., ROCHEFORT F., 1989, *L'Égalité en marche. Le féminisme sous la Troisième République*, Paris, Presses de la fondation des sciences politiques.

KRAKOVITCH O., 1990, *Les femmes bagnardes*, Paris, Olivier Orban.

LESSELIER C., 1982, *Les femmes et la prison (1815-1939)*, Thèse de troisième cycle sous la direction de Michelle Perrot, Université Paris 7.

- MAYEUR F., 1979, *L'Éducation des filles en France au XIXe siècle*, Paris, Hachette.
- Mouvements, Sociétés, Politique, Culture*, 1998, n° 2, janvier-février, Entretien avec Joan Scott, pp. 101-113.
- PERROT M. (dir.), 1980, *L'impossible prison*, Paris, Seuil.
- PERROT M., 1998, *Les femmes ou les silences de l'histoire*, Paris, Flammarion.
- RABOUT J., 1978, *Histoire des féminismes français*, Paris, Stock.
- REBÉRIOUX M., 1984, «L'Ouvrière», *Misérable et Glorieuse. La Femme du XIXe siècle*, Paris, Éditions complexe, pp 59-78.
- ROLLET C., 1990, *La politique à l'égard de la petite enfance sous la IIIe République*, Paris, Ined.
- SCOTT J., 1987, «L'ouvrière ! mot impie, sordide...», «Women Workers in the Discourse of French Political Economy» 1840-1860, in JOYCE P. (Ed.), *The Historical Meaning of Work*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 119-142.
- SCOTT J., 1991, «La travailleuse», in DUBY (Georges) et PERROT (Michelle) (Dir.), *Histoire des femmes en Occident, le XIXe siècle*, Tome 4, Plon, Paris.
- THÉBAUD F. (dir.), 1993, «Julie Daubié», actes de la table ronde organisée par l'Université Lyon Lumière II, *Revue du centre Pierre Léon d'histoire économique et sociale*, 2-3.
- THIERCÉ A., 1992, préface de *La Femme pauvre au XIXe siècle de Julie-Victoire Daubié*, réédition chez Côté-femmes.
- THIERCÉ A., 1990, Julie-Victoire Daubié, «femme savante». De la condition économique, morale et politique de la femme sous le Second Empire, mémoire de maîtrise, Université Paris VII.
- TILLY L. et SCOTT J., 1987, *Les femmes, le travail et la famille*, Rivages, Paris.
- TOURNIER M., 1971, L'Accès des femmes aux études universitaires en France et en Allemagne. 1861-1967, thèse de Troisième cycle, Université René Descartes.
- ZERNER S., 1987, «De la couture aux presses : l'emploi féminin entre les deux-guerres», in PERROT M. (dir), «Métiers de femmes», numéro spécial du *Mouvement social*, n° 140.
- ZYLBERBERG-HOCQUARD M.H., 1978, «Les ouvrières d'État (tabac-allumettes) dans les dernières années du XIXe siècle», in numéro spécial du *Mouvement social*, n° 105.
- ZYLBERBERG-HOCQUARD M.H., 1978, *Féminisme et syndicalisme en France*, Paris, Anthropos.